21me Année. — N° 4803 Bureaux : rue Nain, 1 UN NUMÉRO : 15 CENTIMES Bureaux : rue Nain, 1 Mercredi 30 Mai 1877

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS :

Roubaix-Tourcoing : Trois mois. . 13.50
» » Six mois. . . 26.»»
» » Un an . . . 50.»»

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. . . . . 15 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le *JOURNAL DE ROUBAIX* est désigné pour la publication des *ANNONCES LEGALES* et *JUDICIAIRES*

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

INSERTIONS :

Annonces : la ligne. . . 20 c.
Réclames : » . . . 50 c.
Faits divers : » . . . 50 c.
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçues à *Roubaix*, au bureau du journal, à *Lille*, chez M. Quarré, libraire, Grande-Place; à *Paris*, chez MM. Havas, Laffite et Cie, 34, rue Notre-Dame des-Victoires, (place de la Bourse); à *Bruxelles*, à l'Office de Publicité.

BOURSE DE PARIS

(Service gouvernemental)

28 MAI

3 0/0	69 30
4 1/2.	97 50
Emprunts (5 0/0). . . .	104 25

29 MAI

3 0/0.	69 10
4 1/2.	97 50
Emprunts (5 0/0). . . .	104 15

29 MAI

Service particulier du Journal de Roubaix.

Actions	Banque de France	3190 00
»	Socié. géné. détache	470 00
»	Crédit Foncier de France	580 00
»	Chemins autrichiens	433 00
»	Lyon	996 00
»	Est	596 00
»	Ouest	657 00
»	Nord	1258 00
»	Midi	765 00
»	Suez	637 00
6 0/0	Péruvien	15 00
Actions	Banque ottomane (ancienne)	00 0/0
»	Banque ottomane (nouvelle)	322 00
Londres cour		25 16 1/2
Crédit Mobilier		126 00
Turc		8 02

DEPECHES COMMERCIALES

New-York, 29 mai.

Change sur Londres 4.88 0/0; change sur Paris, 5.13 0/0.
Valeur de l'or, 106 5/8.
Café good fair, (la livre) 19 1/8.
Café good Cargoes, (la livre) 19 5/8
Marché ferme.

Dépêches de MM. Schlagdenhauffen et Ce. représentés à Roubaix par M. Bulteau-Grymonprez :

Hâvre, 29 mai.

Ventes 1,000 balles, bonne demande, prix fermes.

Liverpool, 29 mai.

Ventes 8,000 balles, marché calme, bien tenu.

New-York, 29 mai.

Cotons : 11 1/4.
Recettes de 3 jours 10,000 b.

ROUBAIX 29 MAI 1877.

Lettre diplomatique

Positions russes ; — Négociation Serbe : — Pourparlers Austro-Anglais ; — Liberté de l'Angleterre.

Quand on examine le théâtre de la guerre, on constate que la Russie a peu à peu porté toutes ses forces sur le haut Danube, les a enfermées dans le triangle dont la pointe est à Kalafat, en face de Widdin, dont l'hypothénat part de Turn Severin pour finir à Turn Magurelli, en passant par Kraïowa.

C'est dans ce périmètre de 80 lieues, duquel s'approche le Czar Alexandre, (qui de Ploïesti et de Slatina, avancera peut-être jusqu'à la frontière), que l'action militaire et l'action diplomatique vont sans doute s'engager à la fois.

Là, le prince Milan ira saluer l'empereur de Russie. Là, aussi, quoiqu'on en dise, se rencontreront sans doute le Czar et S. M. François-Joseph.

Jamais par conséquent, la situation de la Serbie n'avait été de nature, — au point de vue de la limitation de la guerre, — à nous donner de plus légitimes préoccupations. A Négotin, sur la rive gauche du Timok, sont rassemblés les corps principaux.

Les Russes ne succomberont-ils pas à la faiblesse de franchir le Danube, en sécurité, entre les *Portes de fer* et les embouchures de la rivière servant de frontière entre la Bulgarie et la Principauté. S'affranchir des hasards du passage du fleuve est déjà pour eux toute une victoire. Ils reprennent ainsi la campagne serbe en tournant la forteresse de Widdin et en réoccupant successivement les anciens champs de bataille.

Nous sommes obligés de dire qu'à l'heure actuelle, c'est là une des inquiétudes du monde diplomatique. Ce mouvement ne peut s'effectuer, en effet, — (étant données les réserves formulées par les chancelleries) en dehors de l'acquiescement de l'Autriche.

Nous ignorons si des négociations sont ouvertes à ce sujet. Nous espérons qu'il n'en est rien. Mais le langage des journaux de Pétersbourg ne nous semble pas assez explicable.

Les conseils du *Nouveau Temps* à la Serbie sont, en vérité, des plus sages. Cette feuille dit bien à la principauté d'être prudente, qu'on « respectera sa neutralité, » qu'elle ne sera pas comprise dans le rayon d'opérations »; mais elle ajoute, en même temps, que l'heure de la Serbie viendra, que « le jour où les troupes russes ont franchi le Pruth, la Roumanie a été indépendante, » que la Serbie ne doit pas entrer en action « d'une manière déplacée. » Il y a là des tendances auxquelles le gouvernement russe ne s'associe peut être pas, mais qui nous font redouter la fragilité de la paix turco-serbe et même un succès du parti-slave, qui voudrait qu'on négociât, pour les rives de la Morava, le système de *zône neutre* qui avait été tenté à l'origine sur les rivages du Sereth.

Il ne nous convient pas d'insister sur ces indications. Elles sont inspirées par notre désir ardent de la limitation de la guerre et par notre souci, à cet égard. Le gouvernement austro-hongrois, connaît mieux qu'aucun les difficultés nationales qui l'attendent du côté des Alpes transylvaniennes; il saura donc éviter tout accord dangereux pour le but même qu'il désire sincèrement atteindre.

On a fait quelque bruit dans ces derniers temps des négociations qu'on disait ouvertes à Londres avec l'Autriche par les soins de M. de Beust, et sur les entretiens de ce diplomate distingué avec lord Derby. De ce côté là, encore il nous paraît peu présumable que des conventions très-importantes aient eu lieu.

Nul n'ignore la situation particulière et délicate qui existe entre M. de Beust et le chancelier austro-allemand M. le comte Andrassy. M. de Bismarck, dont le repos à Kissingen, n'est que relatif, suit très-attentivement, si l'on en croit les feuilles anglaises, les actes de ces deux personnages dont l'accord ne saurait être complet; de plus, le cabinet de Vienne sait que le prince chancelier désire vivement l'absence de toute négociation autrichienne du côté de l'Orient. On prétend même qu'il en fait presque une garantie du *statu quo*.

Peut-être donc, dans toute cette affaire, s'agit-il seulement de la proposition sur la place de Londres, d'un emprunt de trésorerie qui serait effectué par un syndicat de banquiers en dehors du gouvernement. Certains correspondants le fixent à dix millions de livres.

La bonne volonté de l'Angleterre trouve, on le voit, de bien des côtés des obstacles qui justifient déjà la haute circonspection de notre attitude.

Heureusement, nos puissants voisins par de là la Manche, n'ont pas à s'engager d'une manière exagérée dans la crise orientale, et ils le comprennent déjà. Leurs précautions prises, leurs flottes mises en état, le canal de Suez garanti, Constantinople couvert, leur mission se termine, aussi un premier succès leur est-il assuré.

Nous n'ajoutons donc aucune créance à des négociations directes anglo-russes qui dépasseraient les limites et sortiraient de ce programme.

Les Anglais sont pratiques, ils s'en tiendront aux réserves formulées par deux fois, à la Chambre des Communes, ce qui, à nos yeux, aura le double avantage de leur laisser toute liberté d'action et permettra à la Russie de développer sa campagne militaire dans une mesure en quelque sorte pressentie par les négociations diplomatiques auxquelles cette campagne a mis fin.

Les réceptions du nouveau ministre de l'instruction publique

M. Brunet, ministre de l'instruction publique, a reçu, hier à trois heures, les chefs de service et les principaux employés du ministère de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts.

M. Brunet, s'adressant au personnel de l'administration centrale, s'est exprimé à peu près en ces termes :

« J'étais impatient, messieurs, d'entrer en communication directe avec vous et j'ai regretté le retard que des nécessités impérieuses m'ont imposé pendant toute une semaine. Ce n'est pas sans inquiétude et une légitime défiance de moi-même que je me suis vu appelé, par la confiance de M. le Maréchal-Président de la République, à prendre la direction d'un département ministériel auquel mes antécédents professionnels ne semblaient pas me destiner. Mais dès les premiers renseignements qui m'ont été fournis sur le personnel, j'ai dû me rassurer. Je sais que les divers services ont à leur tête des hommes non moins distingués par leur mérite que par le sentiment du devoir qui les anime et qu'ils sont entourés de collaborateurs rivalisant avec eux de zèle et de dévouement. Je sais, en outre, quel esprit d'union règne parmi vous; vous formez, m'a-t-on dit, une véritable famille. Dans cette famille, messieurs, je vous demande une place et vous pouvez me l'accorder sans défiance, je viens à vous en toute loyauté, plein d'estime et de sympathie pour vos personnes et pour vos travaux. Le ministre auquel je succède à mérité, par la très-utile part qu'il prenait à votre œuvre, de laisser parmi vous des regrets qui l'honorent autant qu'ils vous honorent vous-mêmes, la dissidence des opinions politiques ne saurait m'empêcher de lui rendre cette justice. Je veux, à mon tour, messieurs, m'associer à vos travaux et je tiendrai à honneur de laisser un jour, à mon successeur, les divers services dans des conditions non moins bonnes que celles dans lesquelles je les prends aujourd'hui. Vous trouverez peut-être ce programme ambitieux : avec le concours d'hommes tels que vous, il n'est pas irréalisable. »

Recevant les professeurs des facultés de Paris, M. le ministre a rendu hommage à l'éclat de leur enseignement qui place, dit-il, la France à la tête des nations civilisées.

Aux membres de la faculté de théologie, il a exprimé, en outre, la confiance que leur enseignement ne pouvait que « propager cet esprit de sagesse et de conciliation qui, dans les circonstances présentes est plus nécessaire que jamais. »

Il a ensuite entretenu la commission de l'inventaire des richesses d'art de la France, en insistant sur les services qu'elle est appelée à rendre dans nos départements, où l'ignorance et la cupidité ont été si souvent les causes de disparition d'un grand nombre d'objets d'arts fort importants.

« Messieurs, a-t-il dit, j'attends de vous des services qu'on ne saurait trop apprécier. Votre création récente est encore peu connue. Je contribuerai avec vous à la répandre, et je ne doute pas que nous n'arrivions à rendre à l'art des services signalés, si vous continuez à mettre l'ardeur qui vous a permis déjà d'achever un premier volume de votre inventaire. »

A ce sujet, le ministre a raconté qu'il se souvenait d'un temps, qui n'est pas encore éloigné, et où il a vu les merveilleux émaux de Limoges, ramassés dans tout ce pays par des chaudronniers qui en brisaient l'émail pour en employer le cuivre; la constatation officielle des objets d'art appartenant à nos grands établissements et aux églises ne peut qu'éveiller l'attention, l'étude et le respect des populations pour tout ce qui touche aux arts et aux industries artistiques.

La guerre d'Orient.

La *Post* de Berlin du 27 mai, publie la dépêche suivante :

Constantinople, 25 mai 1877.

Les ambassadeurs ont tenu aujourd'hui une conférence dans laquelle ils ont délibéré sur la situation. On croit que le mouvement continue et prend de l'extension, les ambassadeurs demanderont à leurs gouvernements respectifs d'envoyer des navires de guerre à Constantinople.

Plusieurs ministres ont donné leur démission.

La Chambre s'associe au mouvement.

La liberté comme en Turquie

Un correspondant du *Journal des Débats* lui adresse quelques renseignements intéressants sur la tolérance dont les Turcs font preuve à l'égard des chrétiens.

« J'apportais naturellement, en débarquant à Smyrne, toutes les préventions, qui sont répandues en Europe contre les Turcs, et je m'attendais à entendre des histoires horribles. S'il y avait quelque vérité dans ce que l'on écrivait, il y a plusieurs mois, de Constantinople, alors qu'il était question, dans les journaux, d'une fermentation sourde de l'islamisme et de massacres imminents, que ne serait-ce pas aujourd'hui, les hostilités étant déclarées et les Russes ayant fait leur possible pour compromettre, en quelque sorte, l'Europe et rendre les christianisme ou la civilisation solidaires de leurs ambitions nationales ? J'ai vu cependant les diverses communautés chrétiennes plus libres à Smyrne que ne l'ont été certainement les grec-unis sous le régime civilisateur du tsar. J'ai vu nos sœurs de charité, nos frères lazaristes, nos prêtres catholiques, les archimandrites grecs se promener librement dans leurs costumes divers au milieu des populations mahométanes et se croiser avec des ulémas, sans qu'il fût possible à un observateur attentif de se douter qu'il y eût là d'un côté des consciences opprimées et de l'autre de fanatiques oppresseurs. Un gentleman anglais m'avait dit souvent, pendant la traversée, que les Turcs laissaient les chrétiens absolument libres; qu'ils avaient surtout un grand respect pour nos sœurs hospitalières, qu'ils appellent les « braves filles ».

» Ce témoignage d'un Anglais ne me paraissant pas suffisant, j'allai au consulat général de France, où l'on me répéta la même chose. J'appris, de plus, que les dames de Sion faisaient en grande pompe, leurs processions dans les rues, que les fanatiques soldats turcs présentaient les armes au saint-sacrement, et, chose assez curieuse, on me raconta que M. Guillois, premier drogman de notre consulat, étant mort, il y a quelques mois, vers le même temps à peu près que le regretté Félicien David, le gouverneur du vilayet, Sabri-Pacha, donnant un mémorable exemple de tolérance, avait envoyé vingt soldats musulmans porter des cierges à la suite des funérailles catholiques faites au défunt. Du reste, les communautés grecques et arméniennes possèdent leurs écoles, qu'elles entretiennent de leurs deniers et où elles enseignent ce qui leur convient. Ces libertés dont jouissent les communautés chrétiennes n'empêchent pas, je le sais, les exactions de quelques administrateurs ; mais ce dernier point est à corriger peu à peu. Le Parlement turc, ou les députés musulmans ne se montrent pas les moins zélés à dénoncer les fonctionnaires prévaricateurs, cette institution de contrôle public dont on a fait semblant de rire quelque part où l'on serait fort en peine de l'miter, finira peut-être par guérir les vices séculaires de l'administration ottomane.

» Nos radicaux français ont, comme on le voit, en matière de libéralisme, beaucoup à apprendre des Turcs. »

LETTRE DE PARIS

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 28 mai 1877.

Le mouvement administratif a enfin paru au *Journal officiel*, ou pour parler plus exactement, on a publié la première partie de ce mouvement. Lorsque ces jours derniers, on s'étonnait de la lenteur apparente de l'élaboration, les familiers du ministère vous répondaient en disant qu'on ne voulait rien faire à la légère. L'acte du 16 mai, disait-on, a été un acte parfaitement réfléchi. C'est avec prudence et maturité qu'on en veut développer les conséquences pratiques. On examine avec soin tous les dossiers, et on veut, en une semaine, opérer le remaniement complet. C'est, en effet, ce qui arrive. Le mouvement de ce matin sera suivi d'un second qui paraîtra demain matin, et d'un troisième et dernier que publiera le *Journal officiel* de mercredi. Cela fait, il n'y aura plus d'autres modifications à faire dans le personnel administratif, que celles qui ont lieu normalement sous tous les gouvernements.

Ce premier mouvement comprend 24 révocations et mises en disponibilité. Six sous-préfets sont démissionnaires, huit sont appelés à d'autres fonctions. Les révocations portent sur le personnel administratif de MM. Ricard, de Marcère et Jules Simon.

Quant au court mouvement préfectoral, il y a peu d'observations importantes à faire. Les récits des journaux de gauche sur les véritables causes qui ont fait demander par M. Baile la mise en disponibilité, sont absolument inexacts. Ce sont, d'une part, des raisons de santé; d'autre part, des considérations toute personnelles, dans lesquelles la politique n'entre absolument pour rien, qui ont dicté, à l'ancien préfet de la Drôme, sa conduite. J'ajouterai que M. Baile est un ami particulier de MM. de de Broglie et de Fourtou.

Quant à M. Josson de Bilhem, la raison qui lui a fait refuser une préfecture est presque invraisemblable à l'époque où nous vivons, mais je vous prie de croire que je suis, à cet égard, parfaitement renseigné. M. Josson de Bilhem refuse par modestie. Il a craint de n'être pas à la hauteur de sa tâche, surtout en présence d'un conseil général comme celui de l'Yonne, dans lequel la majorité appartient aux radicaux. Je suis en mesure, je vous le répète, de garantir, de la façon la plus absolue, l'exactitude des renseignements que je vous donne.

Dans l'entourage du cabinet on se montre beaucoup moins préoccupé que le public se l'imagine, de l'attitude quelque peu froide et réservée que l'*Union* affecte de garder à l'égard du cabinet. C'est un fait bien connu dans le monde politique, que l'*Union* a toujours été l'organe bien plutôt des exagérés de la minorité du parti royaliste. En regard de l'*Univers*, qui fait toujours preuve d'un complet désintéressement, l'*Union* aime bien qu'on réserve une part à ses amis. Cette part, elle n'a point été faite dans le cabinet actuel. De là, un peu de mauvaise humeur.

Mais, je vous le répète, le gouvernement n'a aucune inquiétude sérieuse du côté de l'extrême droite. On se dit qu'avant le vote du septennat, l'*Union* déclarait bien haut, que jamais ses amis ne consentiraient à fermer pour sept ans, la porte au « roi de France » Le jour venu, les amis de l'*Union* ne se laissèrent dépasser en patriotisme par personne et votèrent le septennat. Voilà ce qu'on se dit au ministère et ce qui fait qu'on n'a aucune inquiétude, par ce que, d'autre part, on est bien résolu, à ne rien faire contre un grand parti dont le concours est nécessaire pour lutter fructueusement contre le radicalisme. Vous aurez remarqué, d'autre part, la note de l'*Univers* niant péremptoirement que la question de refuser la dissolution si elle était demandée, eut été même agitée par les sénateurs d'extrême droite.

Quant au centre droit, vous trouverez dans la correspondance parisienne de l'*Indépendance belge* un récit suivant lequel trente sénateurs orléanistes se seraient réunis chez un d'entre eux, M. de Bondy, et auraient décidé de ne voter la dissolution que si le maréchal de Mac-Mahon, faisait de ce vote un acte de confiance personnelle. Ce serait trop peu de dire que je suis autorisé à démentir ce bruit. Je ne suis qu'exact en déclarant que je suis prié de faire connaître qu'il n'y a pas un seul mot d'exact dans cette information, ni dans le fond, ni dans les détails.

Du côté de la gauche deux courants d'o-

Feuilleton du *Journal de Roubaix* DU 30 MAI 1877.

— 1 —

LA PRINCESSE OGHÉROF

I

Ce soir-là, — mardi de Pâques 1860, — tout le quai de la Cour était en rumeur : madame Avérief donnait un bal d'enfants.

La maison de madame Avérief avait longtemps été une des plus remarquées parmi celles qui ont, tous les ans, l'honneur de voir la famille impériale paraître à l'une au moins de leurs fêtes, pompeuses et savamment ordonnées. Tout lui donnait droit à ce privilége : la haute naissance de l'hôtesse, son deuil prématuré, — si noblement porté en mémoire de l'époux tué à Varna, — son influence salutaire sur toute la génération qui avait crû sous ses yeux ; sans parler de sa grâce hospitalière et bien avisée, qui classait ses invitations parmi les plus rares et les plus recherchées.

Aussi, lorsqu'à la mort de son fils, le général Avérief, enseveli dans un torrent de Caucase, elle avait clos sa demeure et cessé de donner des fêtes, on eût dit qu'il manquait quelque chose au soleil d'hiver de Pétersbourg.

Pendant cinq ou six ans, la maison Avérief resta morne et muette; la famille et quelques intimes en franchissaient seuls la porte, jadis ouverte à deux battants; puis, un jour, la noblesse de la ville apprit, non sans étonnement, que Prascovia Pétrovna, en l'honneur du rétablissement inespéré de son unique petit-fils, rouvrait ses salons et donnait un bal d'enfants. Sa maison vit accourir la fleur, encore en bouton, de la jeunesse pétersbourgeoise. Les invitations étaient aussi recherchées par les enfants qu'elles l'avaient été par les mères ; c'était la fine fleur du panier, — encore recouverte de son duvet.

Le mardi de Pâques de cette année-là tombait en plein avril. La grande salle revêtue de marbre jaune, où se réunissait la jeune troupe, était éclairée par quatre vastes fenêtres donnant sur la Néva, et les rayons obliques du soleil de printemps glissaient perdus dans les rideaux de lampas jaune, pendant que le fond de la salle, malgré les grands miroirs du temps de l'Empire, paraissait déjà sombre et un peu terne.

Les petites danseuses, pour la plupart accompagnées de leurs gouvernantes, se rapprochaient, timides, pour examiner en silence leurs toilettes ; les garçons, plus timides encore, s'étaient parqués près des fenêtres. Quelques mères souriaient et causaient entre elles.

Tout à coup, le maître des cérémonies fit son entrée. Comme le soleil qui disparaissait en ce moment derrière la Bourse, il fondit la glace; il mit dans chaque main une autre main, et les groupes s'allongèrent à perte de vue dans la grande salle devenue presque obscure.

La musique résonna bruyamment dans la pièce voisine, la porte s'ouvrit à deux battants et la polonaise déroula ses anneaux avec une lenteur mesurée.

Entourée de sa famille, assise, trônant pour mieux dire sur un grand fauteuil, au fond du salon cramoisi éblouissant de lumière, Prascovia Pétrovna, avec ses cheveux blancs roulés en anneaux le long de ses joues, revêtue d'une robe de damas blanc, ensevelie dans les plis d'une mantille en point de Venise, avait plutôt l'air d'une impératrice d'Orient que d'une simple mortelle. Souriante, avec un visage plein de bonté, elle regardait venir à elle le jeune troupeau guidé par son petit-fils Serge, en uniforme de page de la cour.

Celui-ci s'inclina, cueillit au passage la belle main blanche et potelée de sa grand'mère, et y déposa un baiser respectueux, accompagné par le sourire de deux beaux yeux gris-foncé. La danseuse de Serge, grande jeune fille de quinze ans tout au plus, toute rougissante, salua d'une gracieuse révérence la dame du lieu.

Les couples qui suivaient s'arrêtèrent à leur tour pour s'incliner devant le fauteuil cramoisi; jusqu'aux plus petits, tout petits, qui, se tenant à peine sur leurs mignonnes jambes potelées, ébauchaient un semblant de révérence sous la conduite maternelle.

Après avoir accompli ce devoir, la chaîne se rompit, une valse remplaça la polonaise, et les couples voltigèrent en tournoyant autour du salon, pendant que de nombreux domestiques éclairaient *a giorno* le salon jaune, tout à l'heure si sombre.

Les rétardataires faisaient leur entrée; les mamans se groupaient autour de madame Avérief; les gouverneurs, en habit noir, s'étaient réfugiés dans le cabinet de Serge, les gouvernantes jabotaient à voix basse le long de la muraille; un bruit joyeux, un frémissement de ceinture de soie froissées, de petits pieds furtifs courant sur le parquet, avait remplacé le silence solennel de la minute précédente.

Bientôt un quadrille succéda à la valse; les petits enfants timides se mirent à galoper en rond pans une pièce voisine, comme des petits chevaux de bois, et la gaieté fut à son comble.

Ces vieux lambris, qui dataient de Catherine la Grande, avaient vu bien des fêtes, mais aucune peut-être plus joyeuse. Le plus âgé des danseurs n'avait pas vingt ans, la plus vieille des danseuses n'en avait pas dix-sept; et tout ce jeune monde allait, venait, tournoyait sans plus de souci de la vie que si tous les jours avaient eu des mardis de Pâques pour lendemain.

Madame Avérief, belle et rajeunie, semblait avoir oublié toutes ses peines à contempler la gaieté décente de ce jeune monde, que la joie la plus expansive ne faisait pas sortir des barrières d'un irréprochable savoir-vivre. Un philosophe chagrin eût peut-être regretté cette éducation parfaite qui ne laisse rien à l'imprévu, — mais il n'y avait point là de philosophe.

A neuf heures et demie, la salle à manger ouvrit ses grandes portes de chêne; les sombres boiseries disparaissaient sous l'éclat de l'orfévrerie des dressoirs; des torchères chargées de bougies éclairaient l'or sombre de la tapisserie en cuir de Cordoue ; les trois tables se détachaient toutes lumineuses sur le dallage en marbre, avec leur nappage étincelant, leurs surtouts de cristal et d'or et leurs grands candélabres de vieil argent, enfouis dans des corbeilles de fleurs odorantes.

Les enfants se taisaient par bienséance ; ce furent les mères qui poussèrent un cri d'admiration. Jamais madame Avérief n'avait mieux réussi la décoration de sa salle à manger.

C'est mon neveu Michel qui a tout arrangé, répondit Prascovia Pétrovna avec une joie sincère. Il m'avait promis de faire de son mieux, je suis bien aise qu'il ait réussi.

— Où se cache-t-il, ce vainqueur ? dit une jolie maman avec une petite moue : il a l'orgueil modeste, s'il ne vient pas jouir de son triomphe.

— Il a dîné chez son oncle, répliqua la vieille dame, nous allons le voir arriver.

Pendant que les enfants prenaient place avec ordre autour des tables servies, et que des ruisseaux de thé fumant coulaient dans les tasses de Saxe, madame Avérief avisa une jolie brunette de quatorze ans et demi, qui mordait avec appétit dans une tranche de gâteau.

— Où est ta sœur, Nastia ? lui dit-elle.

— Là-bas, Prascovia Pétrovna, avec les gouvernantes...

Un petit coup léger, imprimé à sa robe par la main de sa voisine, lui fit monter le rouge au visage; elle se reprit, et ajouta gravement :

— Avec ces dames... c'est-à-dire mademoiselle Pauline est avec elle.

— Et pourquoi ne vient-elle pas ici avec toi ?

— Elle dit qu'elle est trop grande, que ce serait ridicule.

— Ridicule ! répéta la vieille dame en fronçant le sourcil. Serge ! fit-elle, va vite me chercher Marthe Milaguine, dans le salon bleu, vite !

Serge disparut aussitôt et revint au bout d'un instant, accompagné d'une jeune fille vêtue d'une robe de mousseline blanche toute simple, et coiffée uniquement d'une magnifique chevelure brune tressée en couronne autour de sa tête.

— Qu'est-ce que cela veut dire, Marthe ? Vous trouvez ridicule de vous mêler à cette charmante jeunesse ?

(*A suivre*).